



HAL
open science

Une méthodologie de terrain ‘avec de vrais bricolages et plein de petits arrangements’...

Sylvain Guyot

► **To cite this version:**

Sylvain Guyot. Une méthodologie de terrain ‘avec de vrais bricolages et plein de petits arrangements’...
À travers l’espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie, Jun 2008, Arras, France.
halshs-00422362

HAL Id: halshs-00422362

<https://shs.hal.science/halshs-00422362>

Submitted on 6 Oct 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une méthodologie de terrain ‘avec de vrais bricolages et plein de petits arrangements’...

Sylvain GUYOT¹

Communication au colloque « À travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie », Arras, 18-20 juin 2008

Comme beaucoup de géographes humanistes, je travaille de manière qualitative mon objet d'étude sur le terrain. La méthodologie employée emprunte souvent des protocoles et des techniques à la sociologie, à l'anthropologie (Olivier de Sardan, 1998) voire à la psychologie en les adaptant à des postures propres à la géographie, combinant, entre autres, des représentations, des mobilités et des ancrages territoriaux. Les observations et cheminements de terrain, les transformations spatiales, les marqueurs territoriaux, l'approche individuelle et collective des jeux d'acteurs (Crozier et Friedberg, 1977) sont autant de facettes d'une méthodologie qualitative au service de problématiques de recherches variées. Critiquée pour son manque de rigueur scientifique, l'approche qualitative implique souvent une reconstruction méthodologique en aval du travail de terrain pour donner l'impression que l'ensemble des enquêtes a été totalement pensé et évalué. Si les publications francophones ne demandent pas vraiment de travail d'élaboration méthodologique dans les articles soumis – et ce « non-dit » fait certainement sens – en revanche, les publications anglophones l'exigent. Qui donc alors n'a pas été confronté à ce travail rigoureux de reconstitution méthodologique devant légitimer l'ensemble de l'article et de ses conclusions ?

Pourtant l'objectivation « soi-disant rigoureuse » d'une méthodologie passe sous silence, à mon avis, ce qui fait la richesse du travail de terrain. Les enquêtes et la collecte d'information ne peuvent pas s'envisager uniquement de manière rigide et préétablie, même si toutefois certains objectifs scientifiques, normes et règles doivent conduire le chercheur. Le terrain en géographie, ressemble plutôt à une éprouvette dont on ne connaîtrait pas toutes les réactions à l'avance. Ainsi, la réalité de la pratique de terrain se résume plutôt à un ensemble de tâtonnements, de renoncements et de bricolages : c'est le fameux « DIY » (Do It Yourself) des anglo-saxons (Wadsworth, 1997). Le terrain c'est aussi un ensemble d'arrangements amicaux ou idéologiques avec certains acteurs dans le but ultime d'enregistrer le maximum d'éclairages sur l'objet d'étude adopté (de Certeau, 1990). La pratique du terrain se façonne à travers la rencontre de la personnalité et de la subjectivité du chercheur (Smith, 1999) dans espace-temps bien donné avec un objet d'étude complexe et parfois difficile à appréhender. Objectiver les bricolages et les petits arrangements du terrain permet d'apporter un éclairage sur ce qui fait la réalité et le quotidien de beaucoup de géographes sur le terrain. Une telle démarche peut apparaître en parfait décalage avec la norme académique. Pour moi, il s'agit plutôt de contribuer à une meilleure compréhension du terrain et de ses rugosités.

Un premier point explicite comment s'élaborent les objectifs méthodologiques à propos d'un exemple de recherche sur le terrain. Il s'agit là de poser un cadre méthodologique « idéal ». Un second point s'attache à décrypter la pratique de terrain, au service de ce cadre

¹ Géographe, Maître de Conférences, UMR 6042 CNRS GEOLAB, Université de Limoges, sylvain.guyot@unilim.fr

méthodologique, faite de bricolages et de petits arrangements divers et variés. C'est une autre façon de formuler les biais d'une recherche et d'en souligner certains aspects souvent masqués.

Quelques pistes sur la fabrique académique des protocoles méthodologiques

L'encadré n°1 présente l'exemple sur lequel j'ai en partie basé cet article. C'est un terrain qui, comme d'autres, a fait l'objet d'une méthodologie propre et a donné lieu à de nombreux arrangements et bricolages. J'ai élaboré un protocole méthodologique selon trois étapes distinctes. La première étape considère la question de la délimitation du terrain comme un objet spatial d'étude cohérent avec la problématique étudiée. La seconde étape traite du choix crucial des différents acteurs et de leur éventuelle hiérarchisation. La troisième étape est essentielle et consiste à recenser toutes les opérations utiles à l'enquête et reliant les acteurs au terrain et à la problématique. Les recherches en géographie étant la plupart du temps spatialisées, le choix du terrain est souvent presque aussi important que le choix de la problématique et l'influence en partie. Par conséquent, pour ne pas tomber dans le déterminisme monographique d'un terrain en particulier, il est alors sage d'investir plusieurs terrains et de poser la distance comparative nécessaire.

Encadré numéro 1 (Source : GUYOT, 2003 et 2006).

L'exemple des conflits environnementaux à St Lucia, KwaZulu-Natal, Afrique du Sud

Contexte : St Lucia, station balnéaire sud-africaine, à l'extrémité sud du parc national de St Lucia, est un « symbole environnemental » qui semble toujours réservé aux Blancs malgré la fin de l'apartheid. Voir figure 1 et figure 2

Mots-clefs : enclavement, racisme environnemental, conservation, conflit, légal/illégal, légitime/illégitime.

St Lucia est une petite station balnéaire localisée au nord-est du Zululand, à la limite du Maputaland, région de peuplement Thonga et Zulu. St Lucia est située sur une presqu'île limitée à l'est par l'Océan Indien, au sud et à l'ouest par l'estuaire reliant le grand lac de St Lucia à l'océan (figures 1 et 2). C'est la dernière petite ville blanche du littoral du Kwazulu-Natal en direction du nord. Sa population d'environ 1000 habitants (Demarcation Board, 2000) est à majorité Afrikaner depuis sa création dans les années

1870. Les populations noires ont été évincées de cette zone par le régime de l'apartheid dans les années 1950. Elles reviennent s'installer illégalement dans la forêt de Dukuduku (à deux kilomètres à l'ouest de St Lucia) depuis le début des années 1980, adjoignant ainsi une périphérie « rurale » de 10 000 habitants à la station balnéaire.

Ont été étudiés successivement les trois conflits environnementaux de St Lucia : extraction dunaire, occupation de la forêt de Dukuduku et interdiction des véhicules tout-terrain sur les plages.

Le second conflit fait ici l'objet de l'article. En voici le résumé des tenants et des aboutissants.

La forêt : conservation contre squatters

Tout l'espace à l'est de la N2 au niveau de Mtubatuba – St Lucia, durant l'apartheid n'appartient pas au bantoustan KwaZulu mais à la province du Natal. Ainsi, aucune résidence n'est légalement autorisée pour les

Noirs. Dans les années 1950, les dernières populations noires y résidant (Eastern Shores et certaines parties de St Lucia Park) ont été expulsées. Cet espace devait être totalement réservé pour les Blancs (permanents et saisonniers) malgré quelques tolérances pour les employés noirs des Natal Parks Board et les travailleurs agricoles des fermes de Monzi.

La forêt d'Etat de Dukuduku South a la particularité d'être localisée à proximité de St Lucia Village (2-3 kilomètres) et non loin des grandes fermes de Monzi (figure 1 et 2). Les sols y sont plus fertiles qu'aux alentours. Le début des années 1980 confirme St Lucia dans sa vocation de destination touristique nationale, et donc comme pôle potentiel de création d'emplois. D'autre part les prospections minières ont débuté dans les Eastern Shores et de nombreuses rumeurs commencent à courir parmi les résidents noirs du bantoustan KwaZulu voisin sur les immenses potentialités de création d'emplois qui pourraient être alors générées. Dans les années 1983 - 1984 commencent alors à s'installer dans la forêt des habitants venus des environs ainsi que des immigrants du Mozambique, fuyant la guerre civile. Ils voient tous dans la forêt de Dukuduku un havre de paix où s'installer, à proximité des sources d'emplois et de richesses (entretien avec Roger Porter). Ces personnes s'installent dans la forêt et y construisent leurs maisons, généralement des cases traditionnelles zouloues ou de simples maisons en briquettes de terre. Un petit champ, généralement un potager, est attenant à la maison. Des champs de taille plus grande sont défrichés dans la forêt et servent à un usage plus collectif (entretien avec Timothy). Toutefois les incendies à répétition ainsi que le ramassage incessant de bois de chauffage et de cuisson, vont commencer à mettre en péril la diversité écologique de cette forêt.

Le développement touristique à St Lucia incite aussi à couper l'incema, un arbuste permettant la fabrication d'objets artisanaux

(entretien avec Roger Porter). Le Ministère des Eaux et Forêts (DWAF) décide en 1988 d'expulser ces populations jugées destructrices de l'environnement naturel. Toutefois, les temps ont un peu changé, la fin de l'apartheid semble se rapprocher. On décide alors de reloger ces habitants à proximité de la route allant de Mtubatuba à St Lucia, dans la zone de Dukuduku North, où une partie de la forêt de plantation a brûlé accidentellement, créant de ce fait un espace vacant. Le gouvernement met en place des logements sommaires et une adduction d'eau potable et d'électricité. C'est la naissance de Khula Village, considéré par les Blancs de St Lucia comme le township noir de leur petite cité. Le chef proclamé de ce groupe de résidents, en tant que membre du parlement du bantoustan KwaZulu, a eu une certaine influence pour négocier l'attribution de tels services.

En 1988, le déménagement de la population consécutif à la construction de Khula Village fait à nouveau de la forêt d'Etat de Dukuduku South un espace vacant. De nouveaux « squatters » arrivent au début des années 1990, attirés par l'éventuelle ouverture d'une mine de titane dans les Eastern Shores. Dans le même temps la gestion de la forêt est déléguée aux Natal Parks Board. L'apartheid est maintenant terminé : une quelconque action d'expulsion serait extrêmement mal perçue. Les relations entre le parc et les résidents de la forêt sont extrêmement tendues. Ces derniers revendiquent leur droit de résidence. Au même moment et non loin de là, Khula Village revendique la priorité d'accès pour d'éventuelles créations d'emplois à St Lucia. Un conflit sérieux se noue entre les deux communautés au nord et au sud de la route. Selon Timothy, un porte-parole des squatters, une action en justice a été intentée en 1994 à Pietermaritzburg par la communauté de Dukuduku South contre le parc pour faire valoir ses « droits du sol », et ils auraient été apparemment reconnus. Effectivement, tout un tissu d'habitat

regroupant plus de 3000 personnes s'est développé, avec des écoles et même des églises. Si l'on compare les statistiques, la qualité des infrastructures et le niveau de vie est bien plus élevé à Khula Village (pour l'accès à l'eau ou à des sanitaires corrects) que dans la forêt de Dukuduku South. Timothy trouve tout de même la qualité de vie meilleure dans la forêt où les cultures sont faciles et où les gens sont à la fois libres et isolés. Pourtant le conflit n'est pas réglé pour autant.

Le sud de Dukuduku est perçu par les résidents de St Lucia comme une zone de non-droit, comme la cachette de tous les criminels qui opèrent dans les environs. Cette mauvaise réputation inquiète certains développeurs touristiques basés à St Lucia qui font pression sur les Natal Parks Board pour que ces personnes soient expulsées manu militari. Au même moment une demande est effectuée auprès de l'UNESCO pour promulguer le Greater St Lucia Wetland Park comme un Patrimoine Mondial de l'Humanité. Normalement Dukuduku fait partie des limites du grand parc. Il a été décidé d'exclure la forêt des limites retenues car le « problème » de Dukuduku aurait pu gêner St Lucia dans l'obtention de cette reconnaissance internationale (Entretien avec Roger Porter). En 1999, la délégation de la gestion de la forêt aux KwaZulu-Natal Nature Conservation Services (nouveau nom des NPB) prend donc fin. Le DWAF recouvre donc sa responsabilité juridique sur la forêt. Une nouvelle proposition de relogement est annoncée. Deux grandes fermes, pour un coût total de 11 millions de Rands (Entretien avec Roger Porter) seront construites à Monzi pour accueillir les populations pour être relogées dans une sorte de "d'agri-village". Il y a maintenant deux camps parmi les résidents, ceux voulant rester (la majorité selon Timothy, leur porte-parole) et ceux acceptant la proposition du gouvernement, sous condition de la construction d'infrastructures décentes.

En l'an 2000 une majorité d'illégaux refuse encore de partir. Nombre d'entre eux invoquent, selon Timothy, le potentiel de création d'emplois du LSDI et la meilleure fertilité de la terre dans la forêt. Leur problème principal est qu'il ne sont pas reconnus. Pourtant ils sont plus de 3000 (même 4000 selon le Demarcation Board) et ils ont été intégrés et inscrits sur les listes électorales pour les élections municipales du 5 décembre 2000 (Entretien avec le conseiller municipal Mbatha). L'IFP et les candidats locaux de la municipalité Mtubatuba - St Lucia ont décidé d'apporter leur soutien aux squatters et leur ont promis de reconnaître leurs droits administratifs, au moins au niveau local, s'ils votaient pour eux. L'arrondissement n°4 qui inclut le village de St Lucia et le sud de Dukuduku (comprenant Monzi) pouvait fort bien passer dans le camp de DA (Democratic Alliance) si les habitants du sud de Dukuduku boycottaient le vote. C'est donc par calcul électoral que la communauté de Dukuduku a ainsi été "parrainée" par certains membres locaux de l'IFP, comme l'ont confirmé les votes massifs en leur faveur.

Désormais, la nouvelle municipalité élue est très attentive à cette "clientèle" électorale. Par conséquent, elle s'interpose dans le règlement du conflit, qui ne devrait en principe concerner que le gouvernement. Un senior de l'IFP, et ancien maire de Mtubatuba de 1995 à 2000, est très critique face à cette 'récupération politique'. Il est convaincu que le pillage de cette forêt par les illégaux a contribué à dégrader profondément un lieu potentiellement attractif pour les touristes.

Ce conflit est lié à la destruction d'un patrimoine naturel. Il implique l'échelon national (ANC faut-il le rappeler) – avec une stratégie de développement écotouristique faisant toujours aussi peu de place aux groupes "non officiels" - et le nouvel échelon local (totalement IFP) qui tire une partie de sa légitimité électorale en soutenant ces illégaux, une manière de plus de

protester devant le peu de place accordé au "local" dans le projet de grand parc.

En mai 2001, le Ministre des Eaux et Forêts, Ronnie Kasrils, a inauguré les fermes de relogement destinées aux squatters de Dukuduku. Il a en même temps annoncé que des forêts de plantation proches du grand parc seront incorporées dans le Patrimoine Mondial du Greater St Lucia Wetland Park. Il faudra environ une génération pour qu'elles retrouvent leur aspect naturel.

La véritable question est celle du 'développement'. Comment un

environnement original, préservé et reconnu, peut-il contribuer à l'amélioration du niveau de vie de résidents très démunis ? D'une manière ou d'une autre, les 4000 habitants de Dukuduku doivent être intégrés dans les stratégies de développement local et national au risque de représenter une menace pour la paix locale... Le Greater St Lucia Wetland Park, forme d'intégration spatiale par le haut (reconnaissance nationale et internationale) ne semble pas encore avoir pris en compte ces réflexions.

Figure 1 : délimitation du terrain d'étude (localisation : littoral oriental de l'Afrique du Sud, Province du KwaZulu-Natal). Source : Guyot, 2006.

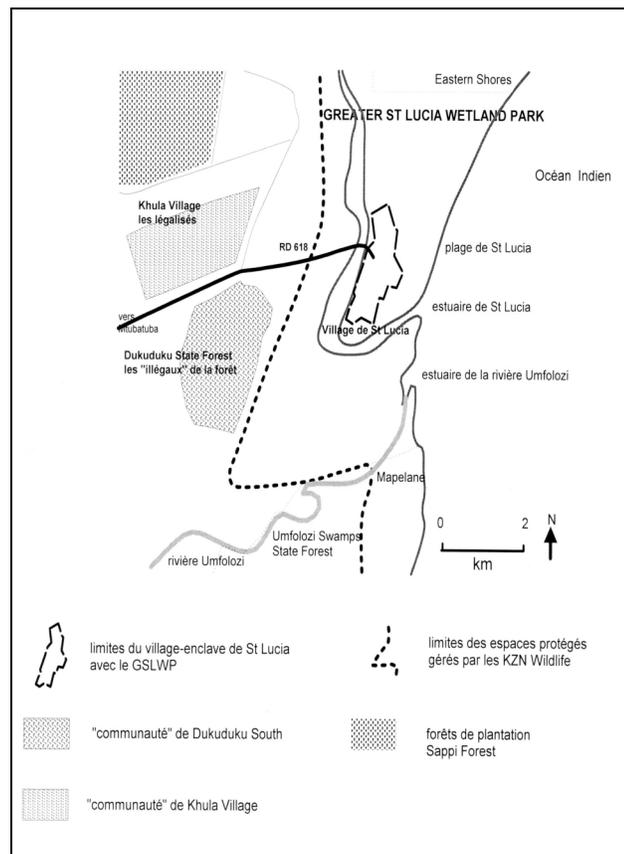
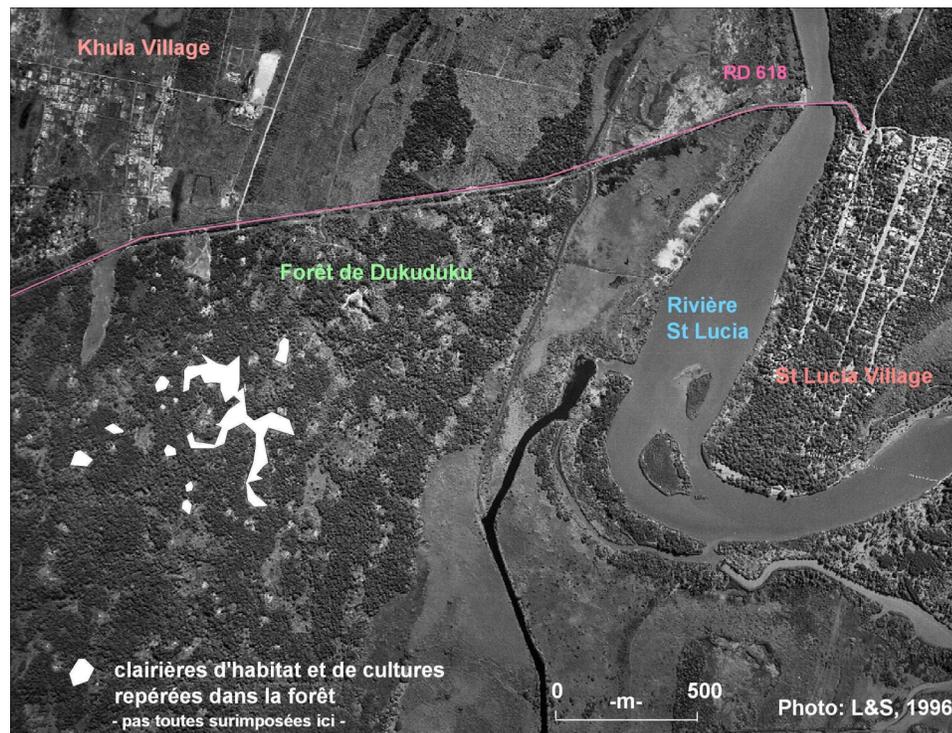


Figure 2 : Photo aérienne représentant la problématique de l'occupation de la forêt de Dukuduku. Source : Guyot, 2006.



La délimitation du terrain comme objet spatial d'étude... ou les poupées russes du terrain

Le terrain est rarement un objet unique et isolé qu'il conviendrait d'étudier et d'adopter comme un microcosme clos et exemplaire. Si l'on revient sur l'exemple de conflit environnemental présenté dans l'encadré n°1 (pages précédentes) plusieurs terrains emboîtés sont à considérer. Je compare le terrain à des poupées russes où les différents emboitements ne peuvent pas être évités pour découvrir et décrypter le niveau le plus fin de l'étude, là où se localisent les conflits. En effet, dans l'exemple présenté, le terrain « Afrique du Sud » est un préalable important à considérer. Avant d'établir une problématique et un lieu particuliers, l'Afrique du Sud est d'abord un choix motivé de terrain en tant que « pays-symbole », postcolonial et postapartheid. Au travers du terrain « Afrique du Sud » se dégage une sorte « d'esprit de corps spatialisé » partagé *a minima* par tous les géographes français travaillant en Afrique du Sud et correspondant à certains types de motivations, de contraintes et d'ambiances. Par exemple, la plupart des géographes français travaillant sur l'Afrique du Sud partagent un certain humour du terrain, reformulant au second degré les absurdités spatiales et les caricatures raciales léguées par des années d'apartheid. Les objets d'études se nourrissent forcément de ces considérations collectives, et, en effet, l'analyse de la « transition post-raciale » reste encore le point commun de la majorité des investigations francophones en Afrique du Sud. Dans l'exemple que j'ai présenté, c'est clairement cet objectif qui sous-tend le travail de terrain.

Ces conflits environnementaux montrent comment les Noirs et les Blancs, dans leur diversité, se partagent, non sans difficultés, une zone à haute valeur environnementale. Cet espace d'étude n'est pas situé n'importe où. Il est localisé à la charnière entre une ancienne province blanche (le Natal) et l'ancien bantoustan du KwaZulu. Le contexte provincial est donc aussi

important que le contexte national et certaines décisions concernant la forêt de Dukuduku ont été autant prises à Pretoria (capitale nationale) qu'à Pietermaritzburg (capitale provinciale). De manière concomitante, il faut débiter le travail d'enquêtes sur le terrain général de l'étude de cas assez rapidement et faire sans-arrêt des allers-retours entre les différentes échelles. Dans l'exemple considéré, le terrain stricto-sensu embrasse tout l'espace gravitant autour de St Lucia (partie sud du parc national, plages, station balnéaire, périphéries forestières habitées, route d'accès etc. voir figure 1) sans oublier Mtubatuba où se trouve le chef-lieu de la municipalité. Le terrain « propre » au conflit environnemental présenté ici est la forêt de Dukuduku même si, en réalité, les leviers conflictuels se manœuvrent plutôt à partir de Khula Village ou de St Lucia Village.

On peut donc dégager quatre dimensions différentes dans l'utilisation du terrain dans le cadre de l'étude d'un conflit environnemental précis, ici la destruction de la partie sud de la forêt de Dukuduku :

- La localisation : le lieu précis où un « squatter » détruit la forêt pour construire son *rondavel*
- La proximité : les espaces contigus, ici la partie nord de la forêt et la station balnéaire
- L'emboîtement : les territoires emboîtés intégrant le terrain
- Le contexte territorial et de recherche : l'existence d'un collectif de chercheurs français ayant investi le terrain sud-africain depuis 1994 est à prendre en considération en relation avec le travail mené par les chercheurs « nationaux ».

Le choix des acteurs « parties prenantes » du conflit environnemental est à faire en considérant de manière concomitante toutes ces dimensions.

Le choix des acteurs dans le terrain

En géographie, la notion d'acteur appliquée au terrain ne devrait pas être restreinte aux « porte-voix » et aux dominants (Gumuchian, Grasset, Lajarge et Roux, 2003). Peuvent être acteurs tous ceux qui par leur présence, leur discours, leur action ou leur argent ont un effet, même minime en apparence, sur l'objet d'étude considéré, ici un conflit environnemental. Les acteurs du terrain sont tout à la fois les habitants, les propriétaires, les gestionnaires, les utilisateurs, les 'traversants' les hommes de l'ombre... Le terrain est alors diversement représenté par les différents acteurs. Il est vu tour à tour comme une terre, un terroir, un terreau culturel, un terrier, un territoire ou une toile. Pour s'y retrouver dans les choix des acteurs à étudier on peut réutiliser les distinctions établies dans la sous-partie précédente : les acteurs localisés, les acteurs de proximité, les acteurs « emboîtés » et le rôle des différents chercheurs dans les projets engagés.

Les acteurs localisés et les acteurs de proximité sont souvent les protagonistes « ancrés » du conflit, ici : les squatters, les anciens squatters légalisés, les gestionnaires de la forêt et les habitants de St Lucia. Puis, les acteurs emboîtés sont les représentants (majorité et opposition), les gestionnaires et les utilisateurs provenant des territoires emboîtés : arrondissement (*ward*), municipalité locale, municipalité de district, province, Etat, reconnaissance internationale (Patrimoine Mondial Naturel UNESCO), touristes etc.. Ils ont une action sur le terrain mais n'y résident pas forcément et parfois ne s'y sont jamais rendus. Enfin, le rôle des différents chercheurs engagés sur le terrain est important à prendre en considération, en particulier quand un face-à-face entre ancien colonisateur et ancien colonisé se joue, voir Smith, 1999 par exemple pour la question de la recherche auprès des populations indigènes. Quand le chercheur devient-il aussi acteur, parfois à son corps défendant, pour quelles raisons ? Quel est le rôle exact joué par

les chercheurs sud-africains qui sont aussi la plupart du temps des consultants et donc travaillent pour un groupe d'acteurs en particulier, et *de facto* se voient obligés de défendre un certain point de vue.

Si le terrain se définit en partie par les acteurs qui l'occupent, certains acteurs ne se définissent que pour partie par le terrain. Il est important de mettre en perspective un terrain avec d'autres pour éviter de s'enfermer dans certaines formes de dialectiques conflictuelles. Faut-il hiérarchiser dans le temps l'étude des différents acteurs en fonction de leur degré de proximité géographique par rapport aux conflits ? Je plaide plutôt pour des va-et-vient qui évitent de donner le dernier mot à certains plutôt qu'à d'autres. Une fois les acteurs choisis (je vais montrer dans la 2nde partie que les acteurs rencontrés ne sont pas toujours le fait d'un choix), il faut établir quelles sont les différentes opérations à mener pour obtenir des informations. Le travail du chercheur repose sur le décryptage des discours afin d'analyser des représentations, stratégies, tactiques, pratiques, intérêts, motivations et points de vue sur les autres acteurs.

Terrain et acteurs : connaître et comprendre

Il existe plusieurs moyens pour connaître et comprendre le terrain et les acteurs. Ils impliquent chacun différentes formes d'investissement temporel et de disponibilité de la part du chercheur. Observer, visiter, se représenter, questionner, assister et participer sont six possibilités parmi d'autres pour maximiser la connaissance de l'objet d'étude à travers les liens entre le terrain et les acteurs. Je vais les passer en revue.

→ Observer : le terrain, les acteurs, les acteurs dans le terrain

L'observation du terrain devrait être un préalable à toute recherche (Arborio et Fournier, 1999). Il faut prendre connaissance de la réalité du terrain et de ses différentes composantes (climat, végétation, routes, habitats, panneaux, population, animation etc.) à différentes heures du jour et de la nuit. On peut continuer à observer le terrain après avoir rencontré les acteurs. Beaucoup d'éléments n'apparaissent qu'après plusieurs visites. Il convient aussi de faire attention à l'immersion totale qui peut faire parfois perdre de vue un certain nombre d'évolutions. Ainsi, il n'est pas toujours recommandé de « vivre » sur son terrain.

L'observation à distance des acteurs n'est pas toujours chose aisée. Pourtant, en amont de l'introduction formelle du chercheur après de l'acteur, il y a une période intéressante où l'on peut observer de manière relativement discrète. Parfois se faire prendre pour un touriste ou un visiteur égaré peut permettre d'apprécier le visage réel de certaines personnalités. Il faut savoir donc être très attentif dans ces moments là et voir comment les acteurs se comportent sur le terrain. Dans le cas des acteurs emboîtés, cela peut être pertinent de les rencontrer « par hasard » lors d'une tournée sur le terrain. Cela permet de se confronter à la réalité de l'interaction entre les acteurs « institutionnels » et les protagonistes ancrés du conflit (voir la partie sur la participation dans Guyot, 2006).

→ Visiter : les « lieux » des acteurs sur le terrain

A un niveau plus approfondi que l'observation se situe la « visite guidée » des lieux clefs du terrain (et donc du conflit), différents selon les acteurs. Ainsi le « squatter » peut me faire visiter son *rondavel* « illégal », le botaniste blanc à chemise kaki me fait apprécier une espèce forestière protégée, l'agriculteur me fait prendre conscience de la difficulté de cultiver à proximité d'un parc national riche en faune sauvage, et l'ingénieur géomatique de la municipalité me donne accès à ses bases de données sur son ordinateur... Ces visites guidées permettent de

prendre connaissance des faces cachées du terrain, visibles uniquement sur invitation et en présence de l'acteur considéré. Ces visites sont souvent l'occasion d'entretiens informels où plus de choses s'énoncent que dans un bureau, avec l'enregistreur distinctement disposé sur la table.

→ **Se représenter** : produire un ensemble de représentations du terrain, mentales, graphiques, photographiques, vidéo, sonores, artistiques etc.

Les temps de l'observation et de la visite sont à mettre à profit pour la fabrication d'une base de données de « représentations » sur le terrain et les acteurs. Je me fabrique des images mentales du terrain, des appréciations sur les acteurs, je prends des photographies, je réalise des films, j'esquisse des croquis... Toutes ces données sont importantes à engranger pour être ensuite analysées aux côtés des entretiens.

→ **Questionner** : les lieux, et surtout les acteurs

Les lieux du terrain sont chargés d'interrogations. Je peux poser des questions sur des éléments qui m'intriguent ou qui ne me semblent pas intelligibles. De même, la phase d'entretien avec les différents acteurs est essentielle. Les grilles d'entretiens doivent permettre d'établir le positionnement de l'acteur par rapport au conflit et sa relation aux autres acteurs en présence (voir annexes Guyot, 2006). Pourtant l'ordre et la nature des questions sera très différente en fonction des différentes personnes interrogées (Blanchet et Gotman, 1999). Il peut être aussi demandé à l'acteur de dessiner des schémas, des cartes mentales ou de se positionner sur un certain nombre de documents. C'est le moment où les petits arrangements peuvent apparaître nécessaires pour atteindre certains objectifs.

→ **Assister** : aux rencontres entre acteurs

Assister aux rencontres entre les acteurs est essentiel pour comprendre les interrelations entre les différentes parties prenantes (arènes d'acteurs, voir Olivier de Sardan, 1998). Il est parfois difficile d'être associé à certaines réunions qui peuvent apparaître comme confidentielles. Ici encore, le bricolage est souvent de mise.

→ **Participer** : aux opérations impliquant toutes personnes intéressés et concernées.

Il est plus facile d'accéder aux opérations de participation car, par définition, elles sont ouvertes au public. La difficulté est de savoir si le chercheur va se comporter en acteur ou, au contraire, conserve une attitude neutre d'observation passive. Certaines questions bien choisies peuvent amener à faire se positionner les différents participants et par conséquent apporter de nouvelles informations à l'enquête (Olivier de Sardan, 1998).

Les différentes rubriques ci-dessus pourraient être plus développées car elles sont le cœur méthodologique d'une recherche qualitative « idéalisée ». Je vais analyser maintenant quelle est la pratique de terrain effective correspondant à tous ces objectifs méthodologiques. En effet, la réalité est beaucoup plus compliquée et les enquêtes nécessitent souvent des bricolages ponctuels et des petits arrangements opportuns.

Bricolages de terrain et petits arrangements avec les acteurs

Je n'ai pas pour objectif d'être exhaustif mais uniquement de partager un certain nombre de réalités auxquelles j'ai été confronté sur le terrain. De ce fait, trois dimensions importantes du travail de terrain ne sont pas aussi simples à mettre en œuvre qu'un protocole méthodologique idéalisé pourrait le faire croire. D'abord l'accessibilité et la visibilité du terrain en lui-même n'est

pas toujours chose aisée. Pour différentes raisons (climatiques, topographiques, sécuritaires, culturelles etc.) certains terrains apparaissent comme extrêmes voire inaccessibles. Le chercheur doit donc multiplier les ruses et les efforts pour pouvoir y accéder d'une manière ou d'une autre. Ensuite, le choix et la rencontre des acteurs ne se fait pas de manière systématique. Des tactiques spécifiques sont nécessaires, sans compter que beaucoup d'acteurs sont totalement inconnus du chercheur au début de la recherche. Plusieurs méthodes relevant du bricolage ponctuel seront passées en revue ici. Enfin, et c'est peut-être le plus important en termes de qualité de recherche, l'accès à la sincérité et à la « véracité » (propre) des acteurs ne s'obtient pas toujours en posant les questions prévues en amont sur la grille. Je ferai part ici de quelques arrangements déjà bien éprouvés sur le terrain.

Accessibilité et visibilité du terrain

Un terrain ou certains lieux d'un terrain ne sont pas toujours accessibles directement au chercheur. Il faut donc s'adapter et trouver des moyens alternatifs et détournés plus ou moins satisfaisants, dénués parfois de la rigueur scientifique nécessaire. Un terrain difficile implique donc des biais méthodologiques.

Si l'on revient sur l'exemple présenté dans l'encadré n°1, se pose la question de la soi-disant « dangerosité » de la partie sud de la forêt de Dukuduku à proximité de St Lucia. Je cherche donc quelqu'un pour m'accompagner qui puisse aussi servir d'interprète (traduction du zulu vers l'anglais) pour discuter avec les fameux « squatters ». Personne n'accepte de m'accompagner à leur rencontre. La représentation locale de ce terrain est celle d'un lieu d'où on ne revient pas, réputation apparemment fondée sur quelques meurtres passés abondamment relayés par la presse locale. J'aurai pu y aller seul mais c'était aller à l'encontre des règles élémentaires de sécurité préconisées entre autres par mes deux directeurs de thèse. Voici le premier biais méthodologique : je n'y vais pas, je ne prends pas le risque. Je remplace l'observation de ce terrain par une lecture détaillée de la photographie aérienne la plus récente (voir figure n°2). Hélas je suis privé de la phase de visite des habitations de cette partie de la forêt.

J'essaie de rencontrer des habitants de cette partie sud de la forêt, en dehors de la forêt, en « terrain neutre ». Finalement, je m'entretiens avec un des leaders de ces squatters (Timothy). C'est un second biais méthodologique, un leader à la place de l'habitant...

La phase de questionnement est quelque peu court-circuitée par le conseiller municipal IFP qui m'a présenté à Timothy et qui reste avec moi durant l'entretien. C'est troisième biais méthodologique car les enjeux politiques locaux sont trop grands pour que le leader des squatters puisse s'exprimer en toute sérénité. En revanche, la teneur de la discussion entre les deux acteurs a pu m'informer sur la réalité de l'alliance électorale en cours.

Hélas, au cours de l'entretien, le leader des squatters déraile plus d'une fois dans des délires mystiques peu compréhensibles. Ses propos sont souvent incohérents. En effet, ce représentant se trouve être avant tout un « prophète » de la « Church of Nazareth ». C'est un quatrième biais méthodologique, même s'il est intéressant de savoir que certaines églises évangélistes ont pu conquérir une enclave forestière apparemment inaccessible (du chercheur français) !

Cet exemple montre que l'accès au terrain et à ses acteurs repose sur des concours de circonstances émanant autant du chercheur que du contexte spatio-temporel. Ici, le chercheur

aurait pu investir plus de temps et d'énergie à se trouver un guide ou prendre le risque d'aller se promener par lui-même. D'un autre côté, tout semblait être prévu pour que le chercheur ait du mal à interroger directement des habitants de la partie sud de la forêt, tant le conflit et les enjeux politiques apparaissaient comme délicats. J'ai eu la preuve que si le conflit émanait de cette forêt, ce n'était pas là qu'il était le plus monté en épingle !

Le choix et la rencontre des acteurs posent aussi un certain nombre de problèmes concrets sur le terrain.

La rencontre des acteurs

Je vais passer en revue plusieurs formes de bricolage qui permettent de manière pratique l'accès aux acteurs : d'abord des bricolages relativement répandus et académiquement acceptés : la méthode du « snow-ball » et celle des réseaux personnels ; puis des arrangements qui relèvent plutôt de l'informel et relèvent des niveaux de conscience et de moralité respectifs du chercheur et de l'acteur.

Bricolages acceptables et acceptés

→ La méthode du « snow-ball² »

Elle est objectivée dans les paragraphes méthodologiques des articles anglo-saxons même si on en parle rarement dans la littérature francophone (Snijders, 1992). « L'effet boule de neige » caractérise une manière efficace de rencontrer les acteurs significatifs intervenants dans le conflit. Par exemple, un premier acteur rencontré renvoie à trois autres acteurs qui renvoient eux-mêmes au total à neuf autres qui renvoient eux-mêmes au total à vingt-sept autres. C'est une manière empirique pour faire le tour des acteurs impliqués plus efficace que la recherche théorique des différents rôles, toutefois nécessaire au final pour débusquer les lacunes. Cette méthode permet aussi de voir apparaître les réseaux de connaissances et d'affinités des différents acteurs. Rarement un acteur est enclin à donner le contact de son ennemi intime ou de son opposant principal même si cela peut arriver dans certaines circonstances.

→ La méthode des réseaux personnels

Des réseaux amicaux ou professionnels peuvent permettre la rencontre directe et « recommandée » de certains acteurs. C'est une méthode redoutablement efficace et rarement objectivable dans un article même si, en tant que pratique très répandue, elle devrait être beaucoup plus assumée par les chercheurs (Lagroye, 1997). Par exemple, des amis d'un collègue rencontrés par hasard en septembre 2002 à une fête à Grenoble, en France, m'indiquent avoir rencontré un Zulu reconverti dans les hébergements pour touristes à l'intérieur du parc de St Lucia. L'entretien avec cet acteur au printemps 2003 m'indiquera que lui-même a des ramifications au plus haut niveau de l'Etat sud-africain datant la lutte armée contre l'apartheid.

Quelques tactiques informelles

² “Snowball sampling is a special nonprobability method used when the desired sample characteristic is rare. It may be extremely difficult or cost prohibitive to locate respondents in these situations. Snowball sampling relies on referrals from initial subjects to generate additional subjects. While this technique can dramatically lower search costs, it comes at the expense of introducing bias because the technique itself reduces the likelihood that the sample will represent a good cross section from the population.” Source: <http://www.statpac.com/surveys/sampling.htm>

Plusieurs tactiques informelles permettent d'aller à la rencontre des acteurs et de les mettre en confiance si nécessaire.

→ **La méthode du financement**

Il est parfois nécessaire de payer un service pour accéder à un acteur : guide touristique, frais de transport, achats divers. Dans certains pays certaines formes de *bakchichs* sont indispensables mais j'ai pas eu à les utiliser en Afrique du Sud.

→ **La méthode de la séduction et/ou du contact amical**

Elle fonctionne dans les deux sens. Le tout est de ne pas aller trop loin pour ne pas avoir à le regretter, bien que parfois ni l'acteur ni le chercheur ne se sentent réellement forcés ! Sympathiser reste sans doute le moyen le plus habile pour accéder directement à toutes sortes d'informations mais comporte le piège pour le chercheur de trop s'impliquer et parfois de prendre parti de manière trop subjective (Kaufmann, 1996).

→ **La méthode de la boisson**

Elle est souvent indispensable voire obligatoire car c'est une condition souvent « imposée » par l'acteur. Cela passe au minimum par l'acceptation d'une tasse de thé avec un nuage de lait chaud et peut aller jusqu'à la dégustation de vin ou à l'enchaînement de bières dans un *sheebeen* (bar) local ou directement sur le terrain avant de prendre congé (voir figure n°3).

Figure n°3 : « la bière et la casquette » comme mode d'approche des acteurs dans le parc de St Lucia (photo avril 2003: Myriam Houssay-Holzschuch)



→ **La méthode d'écoute des discussions de couloirs**

Le tout est de rester discret mais parfois... rien de tel que d'attendre longtemps un acteur dans une salle d'attente municipale pour en apprendre plus sur la structure considérée. Il est un fait avéré que dans la plupart des institutions au monde, le couloir est le lieu privilégié pour les

discussions informelles importantes (Girin, 1987). C'est un lieu où se prennent des décisions parfois plus décisives que dans les réunions planifiées. Ce n'est donc pas forcément un gage de qualité que d'être un chercheur pressé !

Tous ces bricolages permettent de rencontrer vraiment les acteurs. Dans un deuxième temps, il est important d'instaurer un rapport de confiance et d'avoir accès à leur sincérité.

L'accès à la sincérité des acteurs

Certains des bricolages déjà cités peuvent encore fonctionner ici. Souvent l'alcool ou le rapport de confiance amoureux/amical est un gage certain de sincérité pour l'acteur, mais aussi pour le chercheur ce qui l'oblige à une grande prudence. Plusieurs autres « manières de faire » peuvent amener l'interlocuteur à livrer des informations de qualité, comme des questions annexes à la problématique considérée, la sagesse du caméléon et une certaine écoute de « Radio-Ragots ».

➔ Des questions annexes peuvent payer

En Afrique du Sud j'ai beaucoup utilisé les questions sur les représentations de l'épidémie de SIDA pour rentrer au cœur des impressions et de la subjectivité (raciale) des acteurs interrogés. J'ai obtenu des réponses des plus radicales validant l'extrême haine / tension raciale encore perceptible au début des années 2000 dans cette région d'Afrique du Sud. Ainsi, le chef de Khula Village pensait que « le SIDA n'existait pas dans son village mais était un problème réservé aux gens de la forêt »... alors qu'une commerçante de St Lucia affirmait que « le SIDA était une maladie beaucoup trop lente pour tous les tuer » (cité in Guyot, 2006). Des questions sur la vie privée et les activités / engagements des différents acteurs se sont, de même, révélées instructives.

➔ La sagesse du caméléon

La neutralité ne paye pas toujours : en fonction du contexte, si on est amené ou pas à rester longtemps sur le terrain, cela peut payer de prendre habilement fait et cause pour l'acteur concerné. Il sent compris et a tendance à être encore plus lui-même. Je laisse imaginer au lecteur quelles compromissions idéologiques implique une telle attitude en Afrique du Sud. Mais par expérience, elle a ponctuellement donné d'excellents résultats.

L'institution paye-t-elle forcément ? Etre doctorant plutôt que maître de conférences, ou généralement se faire passer pour un chercheur peu expérimenté peut mieux fonctionner et faire moins peur à l'acteur interrogé. En réalité tout dépend du type d'acteur et de son rapport à la recherche. Ici ce sont l'adaptation et la diversification des approches qui s'imposent.

➔ « Radio Ragots »

Les acteurs adorent parler les uns des autres, souvent plus que d'eux-mêmes. En recoupant tous ces ragots peuvent émerger parfois quelques informations capitales. C'est en tous les cas très efficace pour l'étude des coalitions d'acteurs. Au final, la représentativité d'un échantillon passe souvent après la qualité des rencontres et des entretiens, elle-même tellement dépendante des circonstances.

A la lecture de cet article on pourrait penser que la recherche qualitative en géographie humaine est plutôt un art contemporain qu'une science exacte. Pourtant l'étude de terrain est souvent très complexe et nécessite de nombreuses opérations méthodologiques rigoureusement

pensées pour être menées à bien. J'ai passé ici en revue une partie des possibilités méthodologiques qui s'offrent au géographe qualitatif de terrain. Les trois objectifs principaux que sont la délimitation du terrain, le choix, la connaissance et la compréhension des acteurs s'assortissent de nombreuses opérations méthodologiques possibles et souhaitables. Toutefois, la réalité du terrain veut que ces opérations ne se réalisent pas toujours dans des conditions optimales. « Le bricolage et les petits arrangements » apparaissent souvent nécessaires pour arriver à mener à bien ou à adapter toutes ces opérations méthodologiques en fonction des acteurs et des différents contextes locaux à respecter. A travers cet article, on réalise en fait que l'objectivation du bricolage méthodologique n'est pas une simple « méthode de bricolage » mais plutôt une « pratique de la méthode » dont l'objectif reste la véracité de l'information récoltée, au service d'un objet de recherche qui relève lui de tout sauf du bricolage intellectuel. Reconnaître et assumer le caractère informel et souvent peu académique de la pratique de la méthode de terrain me semble dans le même temps un gage de transparence essentiel à effectuer, et un moyen de vivre et partager l'humanité de son terrain avec ses collègues et ses lecteurs.

Bibliographie

- ARBORIO A-M, FOURNIER P., 1999, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Nathan Université, collection 128, 128 p.
- BLANCHET A., GOTMAN A., 1999, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan Université, collection 128 : Paris, 128 p.
- CERTEAU (de) M., 1990, *L'invention du quotidien : arts de faire*, Folio Essais : Paris, 345 p.
- CROZIER M., FRIEDBERG E., 1977, *L'acteur et le système*, Points – Essais : Paris 500 p.
- GIRIN J., 1987, "Le siège vertical : vivre et communiquer dans une Tour de bureaux", *Annales des Mines*, série "Gérer et comprendre", n° 9 et « la communication dans une tour de bureaux », lien : <http://crg.polytechnique.fr/fichiers/crg/publications/pdf/2009-02-11-1488.pdf>
- GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R., ROUX E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Anthropos – Economica : Paris, 186 p.
- GUYOT S., 2003, *L'environnement contesté. La territorialisation des conflits environnementaux sur le littoral du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : Kosi Bay, St Lucia, Richards Bay et Port Shepstone*, Thèse de Doctorat, Université de Paris X/IRD, 508 p.
- GUYOT S., 2006, *Rivages Zoulous : l'environnement au service du politique en Afrique du Sud*, Paris : Karthala – IRD, 206 p (+ cahier photos de 12 pages).
- KAUFMANN J-C, 1996, *L'entretien compréhensif*, Nathan Université, collection 128 : Paris, 128 p.
- LAGROYE J., 1997, *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po et Dalloz : Paris, 511 p.
- OLIVIER DE SARDAN J-P., 1998, *Anthropologie et développement, Essai en socio - anthropologie du changement social*, APAD - Karthala : Paris, 218 p.
- SMITH L.T., 1999, *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*, ZED Books: London.
- SNIJDERS T.A.B, 1992, "Estimation on the basis of snowball samples: How to weight", *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°36, pp 59-70.
- WADSWORTH Y., 1997, *Do it yourself social research*, Allen Unwin: Crows Nest (Australia), 120 p.